

Holodomor 1933 : « le cimetière de la rude école »

Chaque année, en novembre, l'Ukraine commémore officiellement la famine de 1932-1933 qu'ils appellent Holodomor ; ce terme provient d'une contraction de « moriti holodom » qui signifie, en ukrainien, « infliger la mort par la faim ». On ne le traduit qu'imparfaitement par l'expression de « Grande famine » habituellement utilisée pour désigner la mort d'environ six millions de personnes en URSS, volontairement affamées par le pouvoir soviétique. Ce crime de masse est pourtant longtemps resté méconnu, quand il n'était pas simplement nié. Si aujourd'hui, les recherches historiques ont pu faire progresser significativement notre connaissance de ces événements, leur interprétation reste toutefois sujette à débat. Celui-ci tourne essentiellement autour du poids respectif des deux dimensions principales prises par cette tragédie en Ukraine : la destruction de la culture traditionnelle paysanne par la collectivisation et la répression du sentiment national.

Donat Carlier

Un commissaire du NKVD me dit « Tu sais comment on appelle vos villages dans la région ? Le cimetière de la rude école... » Mais je n'ai pas tout de suite compris le sens de ces mots. (Vassili Grossman, Tout passe¹).

L'URSS CONTRE SES CAMPAGNES

On ne peut comprendre la famine organisée de 1932-1933 sans la replacer dans le

contexte des rapports qui se nouent entre le monde paysan et le nouveau pouvoir issu d'Octobre. Ils ont à l'origine été marqués par un « malentendu » (Werth) : le décret sur la terre de 1917 qui entérine le partage des grandes propriétés foncières entre paysans ne constitue qu'une concession momentanée de Lénine à la paysannerie. Dès 1918, la politique de réquisitions massives qui inaugure alors le « communisme de guerre » fait déferler sur les campagnes une véritable « armée du ravitaillement ». En réaction, les révoltes paysannes se multiplient et prennent la forme de soulèvements armés auxquels se heurteront pendant quatre ans les troupes de la Tchéka.

¹ *Tout passe* est le récit à peine romancé de la rencontre entre une ancienne « activiste » kolkhoziennne et un zek qui vient de sortir du goulag. Il tourne tout entier autour de la dénonciation du totalitarisme et particulièrement de la répression stalinienne, de la dékoulakisation et de la famine de 1932-1933. Vassili Grossman y met en scène ses propres lâchetés d'écrivain soumis au pouvoir jusqu'aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale, jusqu'à « une métamorphose complète : mort de l'esclave et résurrection de l'homme libre », comme l'explique Tzvetan Todorov. Ainsi, en 1931, Grossman ne dira rien des paysans affamés venus implorer les voyageurs du train dans lequel il se trouvait...

Ces insurrections n'ont réellement pris fin qu'en 1921-1922. Cette année-là, les ponctions sur de mauvaises récoltes dues à la sécheresse provoquent une famine qui fait plus de 5 millions de morts dans l'ensemble du pays. Celle-ci touche les zones des plus fortes réquisitions de céréales qui coïncident également avec les épicentres des émeutes paysannes. C'est dire si cette première tragédie arrangeait le régime: Lénine bien au courant des premières manifestations de la catastrophe l'a même aggravée en augmentant sans cesse les quotas de prélèvement².

À partir de mars 1921, s'esquisse lentement la Nouvelle politique économique (NEP). Les réquisitions sont remplacées par un impôt en nature, la liberté de commerce est rétablie, l'État collecte une partie des céréales à des prix qu'il fixe... Cette situation était cependant totalement insatisfaisante pour le pouvoir soviétique. Les céréales constituaient la principale richesse que l'URSS pouvait exporter pour espérer reprendre le cours interrompu de l'industrialisation du pays. Or les quantités de céréales sur le marché et donc les exportations restaient faibles, en raison notamment de prix trop bas, de la pénurie de biens à acheter et de la taille des exploitations réduite à la suite de la redistribution des terres (Werth)³.

Le conflit avec la paysannerie s'enracine aussi dans un mépris profond d'une grande partie de l'intelligentsia russe pour le monde rural jugé responsable du retard pris par le pays. Comme le rapporte Nicolas Werth, un ami de Lénine a expliqué dans un livre de souvenirs que le jeune avocat « Vladimir Ilitch Oulianov

avait le courage de déclarer ouvertement que la famine avait de nombreuses conséquences positives [...] En détruisant l'économie attardée, la famine nous rapproche objectivement de notre but final, le socialisme »...

COLLECTIVISATION ET DÉKOULAKISATION

À la fin des années vingt, le court répit dont a bénéficié la paysannerie en Union soviétique prend fin en 1927. Cette année-là, alors que la récolte avait été bonne, la quantité de céréales collectée par les organismes publics reste faible à cause d'une diminution des prix fixés par l'État. Le régime dénonce la « grève » et le « sabotage » des paysans « aisés », les koulaks. Staline relance les réquisitions, multiplie les impôts et ferme les marchés. Le monde paysan réagit en diminuant la surface emblavée. C'est le début d'une escalade au bout de laquelle le pouvoir en vient à mettre en œuvre une politique de « nationalisation » totale et brutale de l'agriculture.

En 1929, Staline lance, dans le cadre du premier plan quinquennal, deux « assauts » majeurs contre la paysannerie: la collectivisation forcée des exploitations agricoles et la « dékoulakisation ». Très vite, il ordonne « la liquidation des koulaks en tant que classe⁴ »: les principaux obstacles à la collectivisation seraient ces paysans « riches » qui feraient vivre l'« esprit capitaliste » dans les campagnes. Parallèlement, la collectivisation forcée est menée par des milliers de militants du parti, souvent citadins, qui viennent aider les cadres bolcheviks locaux à

² Le dirigeant bolchevik n'a finalement accepté l'aide internationale qu'à la demande pressante de comités d'intellectuels et d'ecclésiastiques, pour immédiatement après dissoudre ces deux groupes, exiler leurs membres et lancer une vague de répression visant l'Église.

³ Nicolas Werth, *Un État contre son peuple*. Cette présentation rapide des rapports entre les bolcheviks et les campagnes repose essentiellement sur cette contribution dont la qualité se détache nettement de certains aspects controversés du *Livre Noir* amalgamant l'ensemble des expériences communistes.

⁴ Tout un discours les ravale au rang de bêtes nuisibles à écraser sans pitié. Pour essayer de cerner cette « classe sociale », l'appareil répressif soviétique multiplie les sous-catégories aux contours fort flous et, dans la pratique, la répression s'abat tant sur des paysans « moyens » que sur les « riches », mais également sur les « contrerévolutionnaires » et les « éléments socialement étrangers ». 20 000 « koulaks » sont fusillés, 150 000 enfermés dans des camps de concentration et la Guépéou déporte une masse humaine qui atteindra plus de deux millions de personnes en 1933 (De Backer).

exproprier la paysannerie au profit des kolkhozes. En mars 1930, les autorités annoncent avoir dépassé tous leurs objectifs: 58,6 % des foyers paysans sont collectivisés en URSS⁵. Mais sur le papier seulement, car la paysannerie résiste et défend son mode de vie. Des milliers d'émeutes éclatent. Le pouvoir fait mine de reculer imputant les excès de la campagne à ce que Staline a appelé le « vertige du succès » qui se serait emparé des militants de base du parti.

Dans l'ensemble du pays, les foyers paysans collectivisés retombent à 20 %. Mais l'État poursuit sa pression en augmentant son prélèvement⁶ sur les récoltes d'année en année. Par rapport à 1928, cette ponction est trois fois plus forte en 1930 et cinq fois plus importante en 1931 (malgré une récolte médiocre).

AFFAMER LES PAYSANS

Obligé de conserver des semences et de nourrir ses bêtes, le paysan voit fondre comme neige au soleil la part réservée à sa consommation personnelle. Mais le Plan prévoit malgré tout en 1932 une collecte supérieure de 32 % à celle de l'année précédente. Après avoir dans un premier temps revu cet objectif à la baisse, Staline opte finalement pour la manière forte. Le 7 août 1932, le gouvernement punit de dix ans de camps, et même dans certains cas de mort, le vol de la « propriété sociale ». Cette décision est appelée la loi des « cinq épis », parce qu'elle vise notamment les « coiffeuses », ces villageoises qui viennent voler un peu de blé dans les champs des kolkhozes pour nourrir leur famille. Elle permet de

condamner 125 000 paysans dont 5 400 à la peine capitale en même pas cinq mois. Les champs, comme les entrepôts, sont gardés et les voleurs sont bien souvent simplement abattus. Le 22 août 1932, un décret interdit même aux paysans l'achat de pain...

L'œil rivé sur les quotas, les autorités locales font fouiller chaque maison pour y prendre le moindre grain tandis que les villageois cherchent à le cacher. Comme le blé ne rentre pas selon les prévisions, deux commissions extraordinaires de collecte des céréales sont alors envoyées dans le Nord-Caucase et en Ukraine, la première menée par Lazar Kaganovitch et la seconde par Viatcheslav Molotov. Toutes deux inscrivent au « tableau noir » les districts récalcitrants pour lesquels des mesures draconiennes sont prises: « retrait de tous les produits des magasins, arrêt total du commerce, remboursement immédiat de tous les crédits en cours, imposition exceptionnelle, arrestation de tous les "saboteurs", "éléments étrangers" et "contrerévolutionnaires" suivant une procédure accélérée, sous l'égide de la Guépéou » (Werth).

Selon les propres dires de Staline, c'est une « guerre à mort » qui s'engage. L'ennemi n'est plus seulement le « koulak saboteur », mais l'ensemble des « traditions » paysannes « qui ébranlent les bases de la nouvelle société socialiste ». De simples réquisitions ne permettraient pas de l'emporter dans un tel combat. « Aussi pour vaincre l'ennemi, ne restait-il qu'une seule solution: l'affamer » (Werth).

⁵ En 1927, les kolkhozes, les fermes collectives, représentaient 0,6 % des emblavures et les sovkhoses, les fermes d'État, 1,1 % (Sokoloff).

⁶ Sous diverses formes: quotas pour la collecte payée à un prix symbolique, impôts en nature, réquisition par la force, ponctions des réserves des kolkhozes...

À partir de novembre, une circulaire ordonne que les kolkhozes qui n'ont pas rempli leur plan soient « immédiatement ponctionnés » de « tout le gain » qu'ils détiennent « y compris les prétendues réserves de semences ». Les mesures prises se focalisent sur l'Ukraine. Molotov impose ainsi que si l'on ne trouve plus de grain dans les villages ukrainiens, tout ce qui est comestible soit confisqué. En décembre, le Politburo délègue Kaganovitch auprès de Molotov pour lui prêter mainforte en Ukraine. Le 22 janvier, une circulaire⁷ interdit « par tous les moyens les départs massifs des paysans d'Ukraine et du Nord-Caucase vers les villes. Après arrestation des éléments contrerévolutionnaires, les autres fuyards seront ramenés sur leur lieu de résidence ». La vente des billets de train est suspendue, des barrages sont mis en place par la Guépéou, notamment aux frontières entre la Russie et l'Ukraine...

CACHEZ CES MORTS...

Il s'agissait autant de boucler un gigantesque mouvoir que d'empêcher que ce crime de masse soit divulgué. Le régime a en effet tenté de le cacher (Mace) avec la complicité de nombre d'Occidentaux. La majorité des chancelleries savaient ce qui se passait en Ukraine, mais ont préféré se taire au nom des rapprochements en cours avec le régime soviétique. La plupart des organes de presse se sont également contentés de relayer la propagande stalinienne pour ménager leurs entrées à Moscou⁸. Les journalistes qui ont rapporté les témoignages sur cette tragédie, n'ont guère reçu d'échos dans l'opinion.

Une telle hécatombe ne pouvait en effet être totalement étouffée, tant les chiffres sont effrayants. Ce sont bien sûr des estimations dont le calcul peut être partiellement biaisé par les hypothèses qu'il faut bien avancer au vu notamment du sous-enregistrement du nombre de morts par la statistique officielle. Mais le simple fait que le recensement de 1937 ait été tenu secret par Staline démontre bien la réalité de la dépression démographique consécutive à la famine. Aujourd'hui suffisamment de démographes⁹ (Blum) ont travaillé sur cette question pour que le risque d'erreur soit limité. Il se confirme donc que de 1932 à 1933, la famine a fait environ 6 millions de morts en URSS dont plus de 4 millions dans la seule Ukraine.

LA FAMINE PAR LE BAS

L'historiographie de la famine de 1932-1933 en Ukraine a connu deux lignes de progression indissociables à partir de la fin des années quatre-vingt : celle de l'exploitation partielle des archives nouvellement ouvertes et celle du recueil des témoignages de survivants. Cette histoire « par le bas » est irremplaçable. Elle permet à ces témoins de faire enfin mémoire de ces atrocités, de contribuer à leur étude historique et de mettre fin à la douleur supplémentaire de ce silence imposé par le mensonge officiel. *Un jour le directeur de l'orphelinat m'a demandé* : « Où sont tes parents ? » *J'ai répondu qu'ils étaient morts de faim. Alors il m'a dit* : « Dans notre pays, il n'y a pas eu de famine, s'ils sont morts, c'est qu'ils étaient des ennemis du peuple. » *J'ai compris que c'était une vérité qu'il ne fallait pas dire, et je me suis tue toute ma vie*¹⁰.

⁷ Dans la foulée de l'instauration, fin décembre, d'un passeport intérieur dont sont privés les paysans hormis les sovkhозиens.

⁸ L'URSS refuse l'aide de la Croix-Rouge au motif que cette famine n'existe tout simplement pas.

⁹ Selon les recensements officiels, l'Ukraine comptait 32,6 millions d'habitants en janvier 1932 et 28,3 en 1937. Au plus fort de la crise l'espérance de vie des hommes fut réduite à 7 ans et celle des femmes à 11 ans (Meslé et Vallin).

¹⁰ Des milliers de témoignages ont été recueillis par deux journalistes Lidia Kovalenko et Volodymyr Maniak à la fin des années quatre-vingt quand la presse venait de retrouver une certaine liberté. 450 ont été publiés dans le *Livre-Mémorial* paru en 1991 peu après l'indépendance de l'Ukraine et un an avant que ces deux journalistes ne décèdent. Une sélection de ces récits, terriblement poignants, a été traduite et éditée dans *1933, l'année noire* (Sokoloff). Il faut aussi signaler le travail de recueil réalisé par Valentyna Boryssenko, professeure à l'Université de Kiev, et ses étudiants en histoire (Boryssenko). Les citations reprises ici proviennent de ces deux publications.

L'ensemble de ces témoignages se recoupe : ils déroulent la même trame au travers d'une multitude de variantes. Les récits évoquent souvent tout d'abord les fouilles systématiques par ceux que l'on nomme les « activistes », les « remorqueurs », les « brigades », les « saisisseurs »... Ce sont souvent des komsomols venus des villes, des paysans pauvres du village encadrés par les responsables communistes locaux. *Essayer de cacher quelque chose aux activistes, c'était perdre son temps. Ils allaient de maison en maison, munis de barres de fer bien affûtées, sondant non seulement le sol des habitations et des granges, mais aussi le jardin et le tas de fumier. Ces « fouilleurs » défont les nattes des femmes, démontent les toits de chaume, crèvent les paillasses, torturent aussi... Ces perquisitions se transforment souvent en pillage : les brigades s'emparent des objets qui pourraient être échangés contre de la nourriture. Plus tard, [ces activistes] sont morts de faim eux aussi mais, auparavant, ils avaient eu le temps d'appliquer à la lettre les directives de leurs supérieurs.*

Pour se nourrir, les villageois ukrainiens partent plus loin, en ville, le long des voies de chemin de fer, en Russie, échanger leurs biens contre quelque chose à manger. Ils sont refoulés. Épuisés, ils meurent en chemin ou dans la rue. La plupart restent au village et tentent vaille que vaille de se nourrir d'orties, de fleurs de tilleuls, de feuilles de bouleaux, de racines, de paille, d'écorces... Tous les animaux y passent : chiens, chats, batraciens, hérissons, insectes et vers de terre... L'hiver 1932-1933 est effroyable, mais c'est le printemps qui est le plus meurtrier pour des organismes à bout de forces.

Moi-même, j'étais enflé, mais j'ai survécu, tandis que mon père, lui, est mort. J'ai vu beaucoup de gens mourir de faim, d'abord le ventre enfle, puis les jambes, la peau devient brillante, puis la peau sur les jambes éclate... La mort par la faim est une mort atroce. On ne peut la comparer à rien. Un homme affamé est une bête, il est indifférent à tout, ne réagit à rien, n'a peur de rien, n'a pitié de rien. Il veut manger. Les corps se déforment, ils maigrissent à l'extrême, le ventre et les membres inférieurs se couvrent de boursoufflures. On m'a dit « Ton frère est mort. » À quoi bon pleurer ? Je ne savais pas moi-même si je vivrais jusqu'au soir. Quant à ma sœur, elle est morte à la maison pendant que maman était au travail. Je suis rentrée à la maison sans la regarder, je ne ressentais plus rien.

Les affamés deviennent souvent fous. Le cannibalisme se répand. À Kharkov, on prélève les foies des morts pour en faire la farce de *pirojki*¹¹. Certains mangent des cadavres. Des parents tuent leurs propres enfants pour se nourrir. *Kharyton et sa femme sont morts seuls dans un coin. Ils laissaient deux enfants : une fille et un garçon qui mourut à son tour. Le temps qu'on vienne chercher son corps, la fille le dévorait.*

Dans notre village, plus d'un tiers de la population est morte. Les corps étaient étendus dans les rues, dans les maisons, et personne ne les ramassait. [...] Deux hommes transportèrent en charrette des corps inertes et ils entreprirent de les jeter dans la fosse. Certains étaient encore vivants... Tous ces récits sont ceux de personnes qui ont aujourd'hui autour de quatre-vingts ans, mais qui n'avaient pas dix ans à l'époque. Près de la moitié des victimes de l'Holodomor étaient de jeunes enfants dont nombre d'orphelins.

¹¹ Petites pâtisseries traditionnelles fourrées la plupart du temps à la viande ou aux choux.

Ces derniers ont rarement été recueillis, la plupart étaient enfermés dans des hangars, des wagons... où on les laisse mourir.

Les réquisitions de grains s'achèvent officiellement le 15 mars 1933 (Conquest). Le 25 février, l'Ukraine avait reçu 325 000 tonnes de semences pour la récolte suivante. Une récolte pour laquelle on mobilisera les villes et l'armée pour épauler des campagnes exsangues.

POURQUOI ?

En continuité avec le mensonge organisé par Staline, certains historiens soviétiques et occidentaux ont purement et simplement nié l'existence même d'une famine. On en trouve encore une illustration parfaite chez Annie Lacroix-Riz, professeure à Paris VII. Dans une « étude » délirante, elle affirme que l'Ukraine a connu en 1932 une « sérieuse disette conduisant à un strict rationnement » et non pas une « famine » qui ne serait que le fruit de la propagande « allemande, polonaise et vaticane »...

Sans nier l'existence de la famine, des historiens ont développé des thèses qui tendent à en disculper le régime¹². Les tenants de l'école dite « environnementale » l'expliquent par les conditions climatiques, tandis que d'autres chercheurs en font la conséquence involontaire de la collectivisation, aggravée par une piètre récolte et par la résistance paysanne¹³.

La majorité des historiens ukrainiens comme occidentaux ont établi aujourd'hui que la Grande famine a bien été sciemment provoquée par le pouvoir soviéti-

que. Plusieurs documents attestent que les dirigeants soviétiques avaient parfaitement anticipé la famine de 1932-1933, notamment parce qu'ils avaient constaté qu'elle avait fait son apparition en 1931. Toutes les mesures prises ne pouvaient que l'aggraver dans des proportions catastrophiques. Les dirigeants communistes possédaient les réserves de grains pour y remédier; mais ils ont préféré les laisser pourrir sur place ou les exporter¹⁴. Ce réel blocus des campagnes ukrainiennes n'est finalement levé qu'en mai 1933 par des instructions secrètes émanant de Staline (Sokoloff).

Mais le consensus s'arrête là. Une première école (Werth, Sokoloff, Viola) place la famine « au paroxysme de la crise opposant le groupe stalinien à l'ensemble du monde paysan » (Sokoloff). Cette « guerre aux paysans » (Werth) aurait avant tout visé les « Terres noires » d'URSS et non la seule Ukraine. Si elle a été touchée plus fortement par la famine¹⁵, c'est qu'elle est une des régions les plus riches en céréales et une des plus rétives à la collectivisation. Nicolas Werth en veut pour meilleure preuve que bien d'autres régions, toutes riches en céréales, ont également été ravagées, comme le Kouban, le Don, la Basse Volga.

Mais comme le reconnaît Georges Sokoloff, « l'examen attentif des événements de l'hiver 1932 appelle une explication complémentaire ». Pour lui, jusqu'en hiver, les confiscations de blé s'inscrivent bien dans la logique du « passage en force » décidée « à chaud » par un pouvoir « exaspéré par la faillite de toute sa politique céréalière face à la résistance

¹² L'Américain Mark B. Tauger et les Anglais R. W. Davies et Stephen G. Wheatcroft. Certains allant jusqu'à souligner que les conséquences tragiques de cet événement naturel auraient même été adoucies par l'action du régime stalinien (Marples). Par ailleurs il faut noter que le fait que la récolte ait été mauvaise ne fait pas l'unanimité (Thévenin).

¹³ Ce qui d'une certaine manière rejoint la dénonciation stalinienne du « sabotage » des koulaks qui « brulaient leurs champs ». Ces actes isolés de désespoir ont existé mais ils ne peuvent expliquer la famine.

¹⁴ 1,7 million de tonnes de blé sont vendus à l'étranger en 1932 et 1933 (certes moins que les années précédentes).

¹⁵ La famine qui se produit à partir de 1930 au Kazakhstan est proportionnellement encore plus meurtrière qu'en Ukraine; mais elle présente des différences notables. Survenant plus tôt, elle aurait en fait été « déclenchée » par la collectivisation et tourne à la catastrophe par la « sédentarisation forcée d'une population d'éleveurs nomades » (Thévenin).

campagnarde ». Mais « peut-on dire la même chose de la manière dont le couple Molotov-Kaganovitch continue de s'acharner sur l'Ukraine pendant tout l'hiver [...] alors qu'il n'y a plus rien à saisir, alors que les paysans meurent en masse, alors qu'on les laisse sans aide ? », se demande l'historien. Pour lui, Staline aurait « voulu faire d'une pierre deux (ou plusieurs) coups » : « briser les paysans tout en adressant aux Ukrainiens un avertissement terrible, à un moment où la tension internationale monte au cœur de l'Europe et où Staline va se soucier toujours d'avantage de la cohésion de son empire multinational, surtout sur ses marches occidentales ».

UN GÉNOCIDE ?

Cette interprétation en termes de punition du sentiment national en Ukraine n'est donc pas incompatible avec un principe explicatif qui serait premier : la collectivisation brutale cherchant à éradiquer l'« esprit capitaliste » dans les campagnes. Mais les partisans d'une seconde thèse¹⁶, celle du génocide ukrainien, poussent plus loin le raisonnement.

Différents éléments sont à cet égard fort troublants. Les différences d'intensité de la famine épousent quasi exactement les frontières d'extension ethnolinguistiques de l'aire ukrainienne. C'est l'Ukraine et les régions limitrophes à dominante ethnique ukrainienne, comme le Kouban qui, seules, connaissent des taux de mortalité égaux ou supérieurs à 25 % de la population. Notons aussi qu'après la famine, l'Ukraine voit arriver des masses de paysans russes pour occuper les villages dont

la population a disparu. Surtout, à partir de 1929, dans la foulée de la dékoulakisation, les cadres culturels ukrainiens sont arrêtés et déportés. Aussi bien les élites intellectuelles que des représentants de la culture populaire comme les *kozbars*, des poètes-musiciens itinérants, en passant par les instituteurs, les prêtres, mais également les membres ukrainiens du parti qui ont contesté les décisions prises ou ne les ont pas appliquées pleinement.

Comme l'écrit la *Pravda* du 22 janvier 1930, « un des objets de la collectivisation est la destruction de la base sociale du nationalisme ukrainien, la propriété individuelle » (Conquest). Dans les propos d'un Staline qui veut à tout prix éviter de « perdre l'Ukraine », les accusations de « nationalisme » prennent clairement le pas sur les justifications d'ordre socio-économique à partir de 1932. Bien sûr, on peut intimement mêler les deux principes et parler de « génocide culturel » (Viola) pour désigner en fait l'éradication d'un certain mode de vie paysan qui n'est pas seulement ukrainien. Mais comme le démontre Andrea Graziosi, pour articuler ces dimensions socioéconomiques et « nationales », il convient de faire une distinction entre les phénomènes qui se produisent à l'échelle de l'ensemble de l'URSS et leurs déclinaisons régionales ainsi qu'entre les événements qui se déroulent avant et après l'automne 1932.

Sur cette base, Andrea Graziosi penche pour la thèse d'un génocide, entendu non pas comme la planification par la Russie de l'extermination totale du peuple ukrainien¹⁷, mais bien comme « la destruction des bases essentielles de la vie de ce grou-

¹⁶ Robert Conquest, James Mace, Andrea Graziosi, Etienne Thévenin, Stanislav Kulchytsky, Roman Serbyn, Wolodymyr Kosyk, Valentyna Boryssenko... La majorité des juristes membres d'une commission d'enquête internationale officieuse, réunie à la demande du Congrès mondial des Ukrainiens libres, a également conclu en 1990, dans son rapport final à la « possibilité d'un cas de génocide » (Woisard).

¹⁷ Pour lui, définir un génocide comme visant l'extermination totale de tout un groupe ethnique ou religieux est restrictif. Il souligne à cet égard que la définition de la Convention internationale de 1948 qualifie de génocide une série d'actes « commis dans l'intention de détruire en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux comme tel », dont la « soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle ».

pe national ». Sa destruction « dans ce qui le définit » précise Laurence Woisard pour distinguer la notion de celle de crime contre l'humanité. Or 75 à 85 % de la population ukrainienne vivaient alors dans les campagnes. Pour Laurence Woisard, aucun motif d'ordre économique, idéologique, ni même national n'éclairerait la famine. Elle ne serait « pas le résultat de la réalisation de ces objectifs » puisqu'elle est déclenchée alors qu'ils étaient remplis. À ce moment, 80 % des emblavures étaient, par exemple, propriété collective en janvier 1932. Toute velléité de développement d'un sentiment national ukrainien, voire séparatiste, a déjà été largement réprimée...

L'HISTOIRE AVANT LA MÉMOIRE

Alors que le débat entre historiens est loin d'être clos, vingt-six pays ont officielle-

ment reconnu l'existence d'un génocide ukrainien¹⁸. Le président Iouchtchenko a demandé à l'ONU d'en faire autant. Mais le risque n'est-il pas d'adopter ce terme de « génocide » dans un but de réparation symbolique face à l'indifférence et même à la négation auxquelles ce crime s'est longtemps heurté? Côté ukrainien, il faut également se méfier de la substitution précipitée d'une mémoire nationale officielle à l'interdit soviétique. Cette mémoire est d'autant plus instrumentalisable que l'examen collectif du passé et des responsabilités reste difficile en Ukraine. Que l'on soit partisan ou non de la thèse du génocide, l'enjeu est aujourd'hui d'aider les chercheurs à approfondir l'étude de cette période, en réclamant notamment l'ouverture de tous les fonds d'archives ukrainiens et russes concernés. ■

¹⁸ En Belgique, trois propositions de résolution ont été déposées au Sénat et à la Chambre. Deux députés VLD veulent reconnaître la famine; tandis qu'un député Vlaams Belang veut la faire qualifier officiellement de génocide. Ce type d'instrumentalisation entrave évidemment le nécessaire travail d'élucidation à opérer, un travail qui n'est pas plus aidé par ceux qui, à gauche, ne veulent rien savoir des crimes commis sous les régimes communistes (De Backer).

Bibliographie

Blum Alain (2004), *Naitre, vivre et mourir en URSS, 1917-1991*, Payot, Paris.

Boryssenko Valentyna (2004), « La famine en Ukraine (1932-1933) », dans *Ethnologie française*, XXXIV, 2, p. 281-289.

Conquest Robert (1995), *Sanglantes moissons*, Robert Laffont, coll. « Bouquins », Paris. Ce livre pionnier à bien des égards était paru en anglais en 1986.

De Backer Bernard (2006), « Les crimes du communisme entre amnésie et dénégation », dans *La Revue nouvelle*, n° 44, avril 2006.

Graziosi Andrea, « The Soviet 1931-1933 Famines and the Ukrainian Holodomor: Is A New Interpretation Possible, What Would Its Consequences Be? », paru sur le site de la revue *Krytyka*, <<http://krytyka.kiev.ua/conference/resume/Graziosi> (article)ng+.html>.

Grossman Vassili (2006), *Œuvres*, Robert Laffont, coll. « Bouquins », Paris.

Lacroix-Riz Annie, « Sur la "famine" en Ukraine en 1933: une campagne allemande, polonaise et vaticane », publié sur <<http://www.historiographie.info/menu.html>>.

Mace James (2002), « Comment on étouffe un génocide », dans *Le Courrier international*, 595, 28 mars 2002.

Marples David (2005), « The Great Famine Debate Goes On... », dans *Edmonton Journal*, 30 novembre 2005.

Meslé France et Vallin Jacques (2003), « Mortalité et causes de décès en Ukraine au xx^e siècle », dans *Les cahiers de l'Ined*, n° 152.

Sokoloff Georges (2000), *La guerre paysanne de Joseph Staline, dans 1933, l'année noire. Témoignages sur la famine en Ukraine*, Albin Michel, Paris.

Thévenin Étienne (1999), « La famine de 1932-1933 en Ukraine », dans *Parler des camps, penser les génocides*, Albin Michel, Paris, p. 225-236.

Viola Lynne (2005), « La famine de 1932-1933 en Union soviétique », dans *Vingtième siècle, Revue d'histoire*, 88,4, p. 5-22.

Werth Nicolas (1998), « Un État contre son peuple. Violences, répressions, terreur en Union soviétique », dans *Le livre noir du communisme*, Robert Laffont, coll. « Bouquins », Paris, p. 45-312.

Woisard Laurence (1999), « La notion de génocide à partir de la famine de 1932-1933 subie par les Ukrainiens », dans *Parler des camps, penser les génocides*, Albin Michel, Paris, p. 237-244.